



## SNCF Occitanie

06 novembre 2025

# Travailleurs d'ici ou d'ailleurs, un même combat contre le patronat !

*Jeudi dernier, le RN a pour la première fois remporté un vote à l'Assemblée nationale : une motion appelant à « dénoncer » l'accord migratoire franco-algérien de 1968. Il a été un moment supplémentaire pour le RN de décharger sa bile raciste et de faire sa petite cuisine en décrochant des votes de la droite.*

### De quoi traite cet accord ?

Depuis 1968, l'accord en question a été modifié par l'État français à trois reprises. Quelques dispositions avantageant un peu les Algériens par rapport aux autres immigrés, comme la réduction de six mois du délai pour demander le regroupement familial. Mais les autres les handicapent : la régularisation par le travail ou pour motif humanitaire ne s'appliquent pas à eux ; les étudiants diplômés en France peuvent plus difficilement rester pour travailler.

### Beaucoup de bruit raciste...

Depuis que les mobilisations « Bloquons tout » et les grèves de septembre n'occupent plus les médias, la boue raciste ressurgit. Ils montent en épingle le moindre fait divers dans lequel des étrangers sont mêlés. S'agit-il de faire diversion ? En partie oui : ce ne sont pas les immigrés qui licencient, bloquent les salaires, ou cassent les services publics, mais les capitalistes et le gouvernement. Cette démagogie vise également à nous affaiblir. En créant un climat de défiance entre nous, le racisme veut nous empêcher de faire bloc face à nos employeurs, de défendre nos conditions de vie.

Le RN n'en a d'ailleurs pas le monopole. La droite et le gouvernement mènent depuis deux ans une vraie campagne contre les Algériens. Ils dénoncent hypocritement la dictature des généraux, alors que l'État français s'est bien gardé d'aider le peuple algérien à s'en débarrasser lors du mouvement de révolte du « Hirak », et visent en fait tous ceux qui parmi nous, en France, ont des racines de l'autre côté de la Méditerranée.

### ... pour couvrir le bulldozer des attaques antisociales

En retour, le RN rivalise avec Lecornu sur les manières de nous faire les poches. Le 23 octobre, il présentait devant un parterre de patrons son « contre-budget ». Loin de combattre les coupes budgétaires, il veut raboter 36 milliards d'euros de plus. Ses cibles sont les pauvres, les étrangers et la protection de l'environnement. Mais se passer d'autant d'argent public retombera fatallement sur toute la population laborieuse. Surtout qu'à l'inverse, il refuse de toucher aux 270 milliards d'aides aux capitalistes. Ses députés multiplient les votes contre tout ce qui va un tant soit peu dans ce sens !

Seulement, rien ne fonctionne sans nous dans cette société. C'est d'ailleurs par le mot d'ordre « Une journée sans nous : si on s'arrête, tout s'arrête ! » que la Marche des solidarités va mobiliser le 18 décembre prochain pour la journée de solidarité internationale des migrants. Derrière ce slogan, il y a toute la réalité des travailleurs et travailleuses sans-papiers, exploités, opprimés dans les ateliers, les métiers de service et les chantiers que le patronat presse jusqu'à la mort parfois, mais qu'il utilise aussi pour mettre la pression sur l'emploi et les salaires sur l'ensemble du monde du travail.

C'est cette logique qu'il faut briser en nous joignant massivement à la mobilisation du 18 décembre, comme vont déjà le faire les travailleurs et travailleuses du social en appelant à la grève. Si nous faisons bloc, les patrons, les riches et le gouvernement à leur service ne pourront rien nous imposer. N'en déplaise à ceux qui, à gauche, prétendaient qu'avec la fin du 49.3, ils pourraient nous défendre à l'Assemblée – avec le résultat qu'on voit –, c'est à nous, travailleurs et travailleuses, de prendre nos affaires en main. En commençant par nous unir, quelles que soient nos différences.

.....  
Ce bulletin t'a plu ? Fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

## « Pour l'ensemble de son œuvre »

Voilà l'argument officieux d'un directeur de la Traction pour justifier une sanction contre un collègue de Tarbes bien connu pour son engagement. Voyant que le motif initial de la procédure disciplinaire ne tenait pas debout, la direction en roue libre veut passer en force. Les collègues de Tarbes ont déjà répondu par une journée de grève et le message est clair : on ne se laissera pas intimider, organisés nous serons toujours plus forts qu'eux.

## Absence de réseau

Avec l'avancement du projet d'Aménagements Ferroviaires au Nord de Toulouse (AFNT) les téléphones de voies ont été enlevés entre Toulouse et Montauban, remplacés par... un numéro de portable inscrit sur le livret de ligne ! Que dit la direction aux agents et aux usagers qui circuleront, par exemple, à côté des dépôts d'hydrocarbures de Saint-Jory ? Qu'ils n'auront qu'à espérer avoir du réseau ?

Un choix délétère en matière de sécurité ferroviaire...

## Licenciements déguisés

À TER Occitanie-Méditerranée, celles et ceux d'entre nous qui sont ASCT en contrat senior s'entendent dire qu'il n'y aura aucun renouvellement de contrat et sont replongés dans

l'incertitude quant à leur avenir, à quelques encablures de la retraite.

Déjà qu'aujourd'hui, les agents B (deuxième ASCT sur certains trains critiques du point de vue de la sûreté) sont peu tenus et que les petites lignes sont régulièrement déshabillées pour couvrir la plaine, on ne voit pas comment le départ forcé de plusieurs d'entre nous dans les semaines qui viennent pourrait se traduire autrement que par une pluie de trains sans ASCT.

Les collègues en CDD senior doivent pouvoir rester aussi longtemps qu'ils le souhaitent.

## Pas très astucieux

Le nouveau logiciel de commande du personnel « Hastus » est arrivé dans de nouveaux services de la région. À chaque fois, notre constat est le même : il n'est pas adapté à ce que nous faisons.

Créer des outils de travail pour rendre le travail plus pénible : la SNCF, c'est possible !

## Solidarité avec Fabien

Fabien Villedieu, membre du bureau fédéral de SUD-Rail, était convoqué mardi 4 novembre au commissariat du 12ème arrondissement de Paris pour l'action symbolique dans les locaux du ministère des Finances à laquelle il avait participé avec plus d'une centaine de cheminots lors de la journée de mobilisation du 18 septembre.

700 personnes l'y ont accompagné : des cheminots bien sûr, mais aussi des postiers, des agents de la RATP... Partout l'État et les patrons tentent de criminaliser le combat social, mais notre solidarité est sans faille !

## Le père Noël est une ordure

Notre ancien PDG désormais ministre de Macron veut supprimer la prime de Noël. On parle de 258€ que les ménages les plus précaires sont susceptibles de percevoir pour les fêtes et Farandou n'en veut plus sous prétexte que "l'État français a été très généreux". Il n'aura pas tardé à s'illustrer avec cette attaque insupportable contre les plus précaires.

## Oups !

Farandou s'est aussi pris les pieds dans le tapis et a laissé un joli cadeau à son successeur. En déclarant que l'activité TGV n'avait rien à voir avec du service public, il a fait germer une idée : pourquoi dès lors serions-nous soumis à la loi du délinquant Sarkozy sur le service minimum et aux déclarations individuelles d'intention (DII) ?



Deux inspecteurs du travail, sollicités par des syndicats CGT et SUD, ont conclu qu'imposer les DII au TGV n'a aucun fondement légal. De quoi nous donner des idées pour les prochains mouvements sociaux...

## Grèves pour la rémunération et des embauches

Grève nationale des ASCT le 5 novembre, grève nationale des agents de conduite le 6, doublée d'une grève à Transdev PACA où on apprend que les agents de conduite embauchés par Transdev touchent entre 800 et 1000 euros de moins par mois que les agents de conduite SNCF...

Partout se posent les questions de rémunération et des effectifs nécessaires pour ne pas s'épuiser au travail.

La direction SNCF déclare avoir réalisé 950 millions d'euros de bénéfices pour le 1<sup>er</sup> semestre 2025. On sort la calculatrice et on s'aperçoit que même après avoir augmenté de 400 euros par mois les salaires des 150 000 cheminotes et cheminots, il resterait encore 230 millions d'euros pour faire des embauches !

L'argent est là, donnons-nous les moyens d'aller le chercher.

-----  
Ce bulletin t'a plu ? Fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :